



Introduction - L'Eurasie vingt-cinq ans après l'effondrement de l'URSS, entre ruptures, pesanteurs et incertitudes

Anne de Tinguy

► To cite this version:

Anne de Tinguy. Introduction - L'Eurasie vingt-cinq ans après l'effondrement de l'URSS, entre ruptures, pesanteurs et incertitudes. Les Études du CERI, 2017, 228-229, pp.4 - 11. hal-03459007

HAL Id: hal-03459007

<https://sciencespo.hal.science/hal-03459007>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Eurasie vingt-cinq ans après l'effondrement de l'URSS, entre ruptures, pesanteurs et incertitudes

Anne de Tinguay

Un quart de siècle après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Eurasie n'est plus un espace unifié, centralisé et fermé : les Etats issus de l'URSS ont eu des trajectoires singulières, les positions de l'ancienne puissance impériale se sont érodées, des fractures se sont produites, les influences extérieures se sont multipliées. Faut-il pour autant en conclure que l'espace postsoviétique a perdu toute pertinence ?

Un espace fragmenté ouvert sur le monde extérieur

L'éclatement de l'Union soviétique a été l'aboutissement d'un processus qui avait débuté bien avant 1991 et qui s'est ensuite poursuivi. La fragmentation multidimensionnelle qui s'opère depuis est d'abord institutionnelle. Si la création de la Communauté des Etats indépendants en décembre 1991 a porté un coup fatal à l'URSS, elle a été suivie de multiples initiatives destinées à intégrer sur de nouvelles bases un espace que les Etats baltes avaient quitté dès septembre de la même année. Les réalisations, pour la plupart à géométrie variable, ont été nombreuses, les résultats obtenus, limités. La dernière en date, l'Union économique eurasiatique qui a vu le jour en janvier 2015, est ambitieuse. Mais cette union, qui regroupe la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizstan, se révèle d'emblée tronquée puisque l'Ukraine n'en fait pas partie et qu'elle n'a qu'une dimension économique. Deux ans après sa création, l'attraction qu'elle exerce reste limitée et « les échanges intra-zone représentent moins de 10 % du commerce extérieur total de ses membres – et 7 % pour la seule Russie »¹.

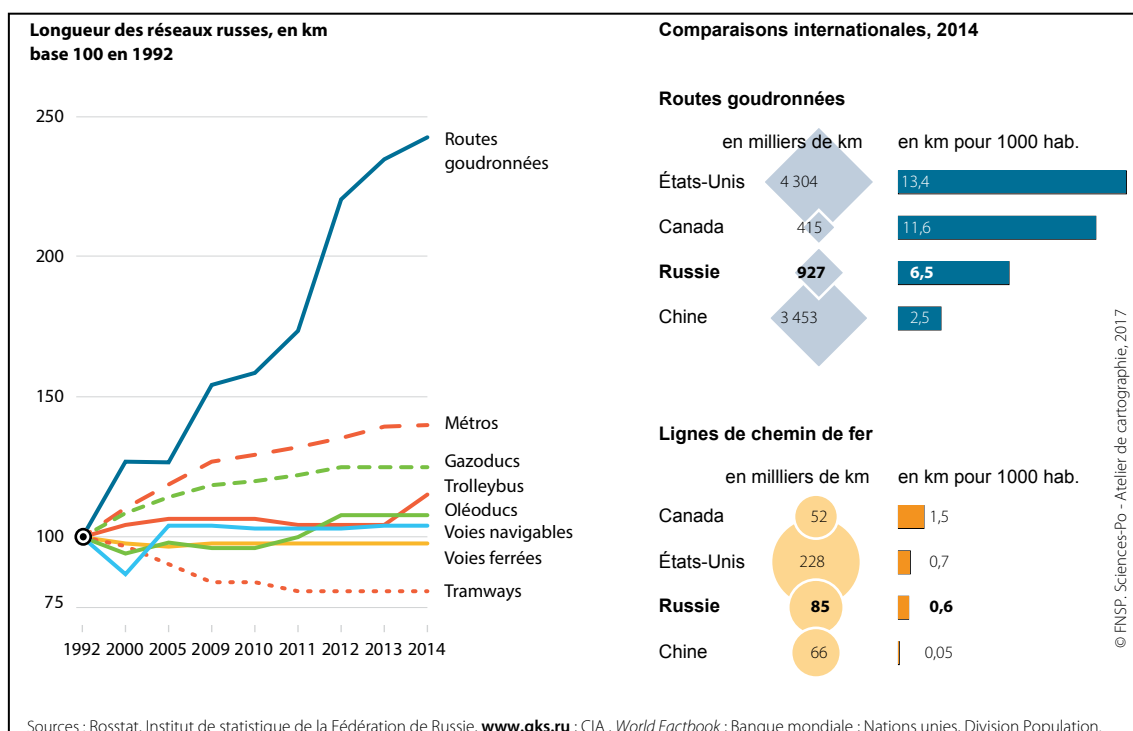
Les divergences et les conflits entre les Etats issus de l'ex-URSS sont au premier rang des facteurs qui expliquent ces difficultés. Depuis les années 1990, l'objectif d'intégration poursuivi par la Russie est partagé par le Kazakhstan, l'Arménie, la Biélorussie et le Tadjikistan, mais l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan sont hostiles à tout ce qui limiterait leur souveraineté. Les divergences entre la Russie et l'Ukraine sont particulièrement lourdes de conséquences. En dépit de la proximité qui existe entre les deux peuples, leurs rapports n'ont cessé depuis 1991 d'être ambivalents et tumultueux. En 2004, la « révolution orange » a été un choc pour Moscou, que d'aucuns ont comparé à celui du 11 septembre pour Washington. En 2013-2014, Maïdan a confirmé la singularité de la trajectoire ukrainienne. L'annexion de la Crimée, suivie à partir d'avril 2014 de l'intervention russe dans le Donbass, a provoqué une rupture des deux Etats qui est le coup le plus grave porté depuis 1991 à la cohésion de l'espace eurasiatique et au projet russe d'une « grande Europe » qui serait bipolaire.

¹ J. Vercueil, « L'Union économique eurasiatique vue d'Asie centrale et de Moscou », *Questions internationales*, n° 82, novembre-décembre 2016, p. 60.

Le conflit russo-ukrainien est le miroir d'une autre ligne de fracture, qui est, elle, politique. L'Eurasie n'est pas une « maison commune » : les Etats issus de l'URSS ne partagent pas de valeurs qui cimenteraient leurs relations. Au début des années 1990, tous ou presque affichaient un objectif de démocratisation. Par la suite, leurs parcours ont divergé. La majeure partie (le Turkménistan, l'Ouzbékistan, la Biélorussie, l'Azerbaïdjan, la Russie...) ont mis en place des régimes autoritaires fortement personnalisés. L'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie et le Kirghizstan ont eu des trajectoires différentes. Dans les trois premiers, des alternances politiques ont eu lieu après des élections jugées honnêtes par les observateurs internationaux. Les « révolutions de couleur » (en Géorgie en 2003, en Ukraine en 2004 et 2013-2014, au Kirghizstan en 2005 et 2010) ont confirmé des constructions identitaires spécifiques.

Les recompositions culturelles – recul du russe, langue officielle du temps de l'URSS, abandon de l'alphabet cyrillique par le Turkménistan et l'Ouzbékistan (en projet au Kazakhstan) – contribuent, elles aussi, à la fragmentation de l'espace. Elles sont liées à l'affirmation identitaire des nouveaux Etats, à l'attraction exercée par d'autres modèles culturels, à la forte diminution du nombre de Russes ethniques qui y résident, la Russie mise à part : 25 millions en 1989, 14,9 millions en 2010. En vingt ans, le nombre de locuteurs du russe est passé dans la région (hors Russie) de 119,5 à 93,7 millions². Elles sont aussi liées à une réorientation des espaces. L'ouverture a d'abord été celle des frontières à la fin des années 1980. Elle a par la suite été favorisée par la construction de nouveaux réseaux de transport transfrontaliers (voies ferrées,

Figure 1
Les réseaux de transport en Russie, 1992-2014



² A. L. Arefiev, « Sjimaïouchcheesia rousskoïazytchie » [La russophonie se réduit], *Demoscope Weekly*, n° 571-572, 14-27 octobre 2013 (www.demoscope.ru) ; sur cette question, voir aussi C. Marangé, « Les diasporas russes dans la stratégie de soft power de Moscou », in « Regards sur l'Eurasie - L'année politique 2015 », *Les Etudes du Ceri*, n° 219-220, février 2016 (<http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude>).

routes et pipelines) et par l'accès à Internet qui a fortement augmenté dans la plupart des Etats de l'Eurasie³. Les visas Schengen sont un exemple parmi d'autres de l'ampleur des nouvelles connexions qui se sont développées. En 2015, la Russie en était le premier bénéficiaire au monde, l'Ukraine le troisième (derrière la Chine), la Biélorussie le cinquième.

Les repositionnements internationaux confortent selon les cas l'ouverture ou le repli. La volonté de « retour à l'Europe » est depuis les années 1990 au cœur de la politique étrangère de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie, qui ont signé des accords d'association avec l'Union européenne en juin 2014, tous entrés en vigueur. Les intérêts économiques de ces Etats se situent aujourd'hui dans la coopération avec l'Union qui représentait en 2015 respectivement 37,5 %, 31,9 % et 53,1 % de leur commerce extérieur, quand la Russie ne comptait plus que pour 16,3 %, 7,9 % et 18,4 %. L'UE*⁴ était aussi en 2015 le premier partenaire commercial de l'Azerbaïdjan et de trois des membres de l'UEE* (la Russie, l'Arménie et le Kazakhstan). D'autres acteurs extérieurs exercent une forte influence dans cet espace. C'est notamment le cas des Etats-Unis, dans le domaine économique et surtout sécuritaire (dans le cadre des opérations en Afghanistan, ils ont disposé pendant plusieurs années de bases militaires en Asie centrale), de l'Alliance atlantique, par le biais du programme de Partenariat pour la paix, de la Turquie, dans les pays turcophones, de l'Iran, et surtout de la Chine, dont la spectaculaire progression dans la région contribue à en déplacer le centre de gravité vers l'Asie. Pékin a noué avec Moscou un « partenariat stratégique » qui a pris une importance particulière depuis la dégradation des relations russo-occidentales consécutive à la crise en Ukraine. Présente dans plusieurs autres Etats européens de l'Eurasie, la RPC* est devenue un acteur de premier plan en Asie centrale, qui représente désormais pour elle à la fois un nouveau marché et un important fournisseur d'hydrocarbures. En 2015, elle était le premier partenaire commercial du Kirghizstan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, le troisième du Kazakhstan⁵. Et le projet de « Nouvelles routes de la soie » (NRS, en anglais *Obor**) confirme sa volonté de conforter sa place dans la région par des investissements de long terme.

L'Eurasie s'est, on le voit, profondément transformée. Le sentiment d'appartenance à la région postsoviétique n'est plus à l'origine des grands choix opérés dans plusieurs Etats. La réalité est pourtant plus complexe qu'il n'y paraît, du fait du poids de l'héritage soviétique d'une part, de la Russie d'autre part.

L'héritage du passé

Quelle que soit la portée des mutations qui se sont produites, le passé soviétique continue à imprégner les mentalités, les identités, le territoire, les systèmes politiques, les analyses internationales. Comme l'écrit Svetlana Alexievitch :

³ Voir dans ce volume la carte « Les internautes en Eurasie », dans le chapitre rédigé par Françoise Daucé.

⁴ Les astérisques renvoient à la liste des sigles et acronymes en début de volume.

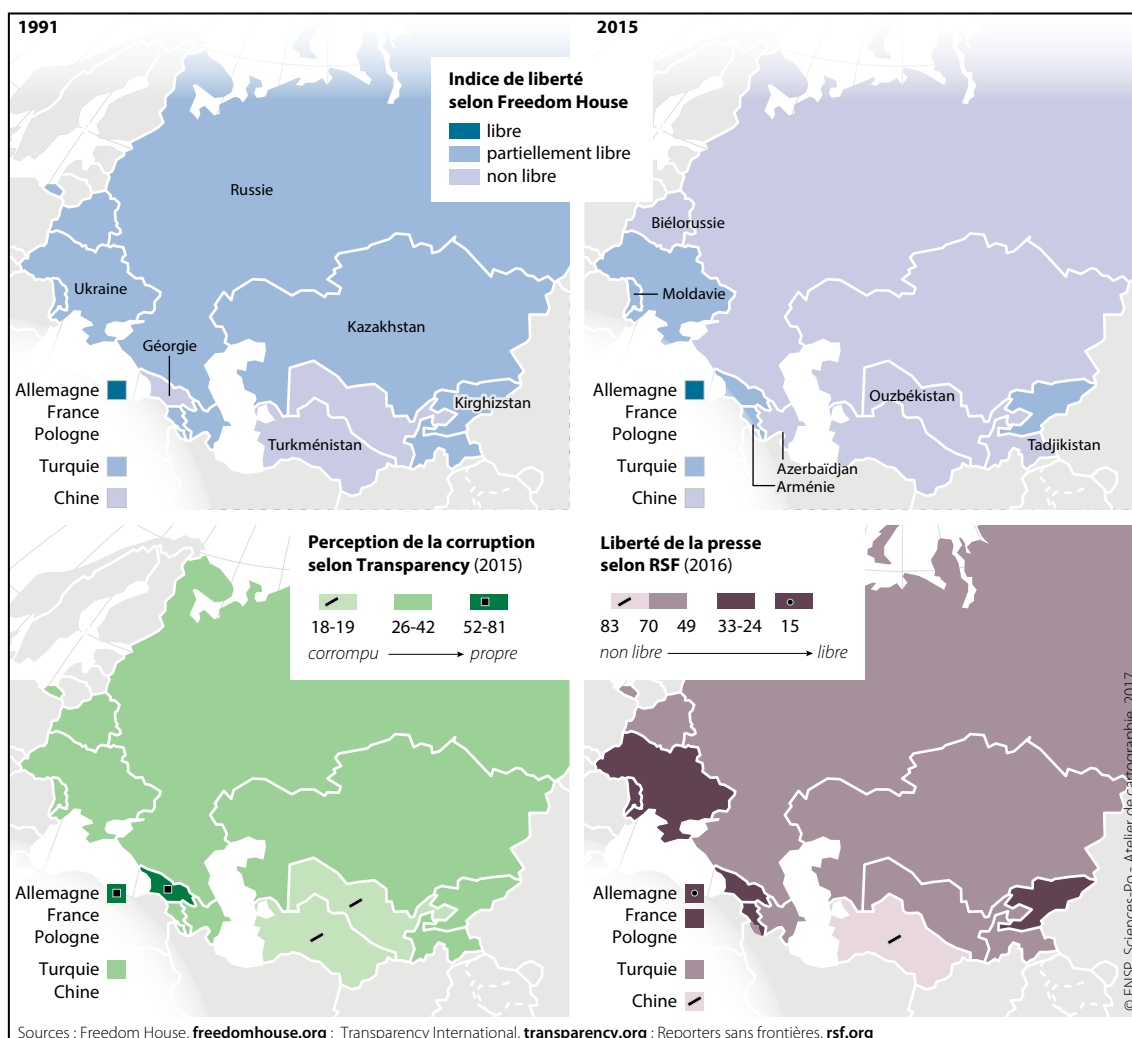
⁵ Voir dans ce volume la figure 2 « Le commerce extérieur des Etats d'Eurasie », dans le chapitre rédigé par Xavier Richet.

« Les Homo Sovieticus [sont toujours là] : ce ne sont pas seulement les Russes, mais aussi les Biélorusses, les Turkmènes, les Ukrainiens, les Kazakhs... Nous vivons dans des pays différents, nous parlons des langues différentes, mais on ne peut nous confondre avec personne »⁶.

Cet héritage reste un facteur de structuration des évolutions politiques. En Russie, résume le prix Nobel de littérature :

« ... nous avons des komsomols, seulement maintenant, ils s'appellent *Nachi* [Les Nôtres], il y a le parti du pouvoir, qui est une copie du parti communiste. Le Président a autant de pouvoir qu'un secrétaire général. Un pouvoir absolu. Et au lieu du marxisme-léninisme, nous avons l'orthodoxie... »⁷.

Figure 2
Libertés et corruption en Eurasie, quelques indicateurs



⁶ S. Alexievitch, *La Fin de l'homme rouge*, Arles, Actes Sud, 2013, p. 17.

⁷ *Ibid.*, pp. 25-26.

Ces caractéristiques du système politique soviétique se retrouvent, peu ou prou, dans tous les régimes autoritaires de la région, qui sont d'autant plus marqués par le passé que le renouvellement des élites dirigeantes est faible. La concentration des pouvoirs entre leurs mains s'accompagne du développement d'un système clientéliste, patrimonialiste ou néopatrimonialiste, qui contribue au développement d'une corruption qui date du temps de l'URSS et paraît ancrée dans tous les pays de la zone, quelle que soit leur trajectoire politique, à l'exception de la Géorgie (voir la figure 2). Elle est souvent liée à l'oligarchie, un autre phénomène très répandu dans la région.

Le poids de l'héritage n'a pas empêché certains Etats de progresser sur la voie de la démocratisation, mais même dans ces Etats, en dépit d'un fort engagement européen, la réforme des systèmes sociopolitiques hérités de l'URSS s'inscrit dans un processus lent, complexe et non linéaire. La Moldavie, pourtant souvent considérée comme un succès du Partenariat oriental mis en place par l'UE, a été confrontée en 2015 à une spectaculaire affaire de corruption qui a provoqué un vote sanction lors de l'élection présidentielle de novembre 2016. En Ukraine, après des années « orange » tourmentées (2005-2010), la démocratisation a reculé pendant la présidence de Viktor Ianoukovitch (2010-2014). Au lendemain de Maïdan, le pays s'est à nouveau engagé sur la voie des réformes. Mais le classement 2015 de Transparency International a confirmé l'ampleur des difficultés auxquelles le pays est confronté : l'Ukraine s'y classait au 130^e rang des 168 Etats recensés. Pour les trois pays qui ont signé un accord d'association avec l'UE, le défi à relever est immense. En dépit des progrès effectués, ils restent de fragiles « semi-démocraties »⁸.

Dans ces Etats comme dans les autres, la difficulté à entreprendre des réformes de structure a de sérieuses conséquences. Dans le domaine économique, elle est une source de vulnérabilité pour ceux qui sont exportateurs de pétrole (la Russie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan). Ils n'ont pas su mettre à profit la forte croissance qu'ils ont connue entre 1998 et 2007 pour diversifier et moderniser leurs économies. De ce fait, ils ont continué à être des économies de rente et la chute des cours des hydrocarbures en 2014 les a précipités à nouveau dans la tourmente.

L'héritage soviétique pèse aussi dans le domaine international et sécuritaire. La politique soviétique des nationalités et les frontières héritées de l'URSS, dont beaucoup sont le fruit de découpages arbitraires, sont à l'origine de plusieurs conflits, notamment de ceux dits gelés. *Holodomor*, la grande famine de 1932-1933 qui a fait plusieurs millions de morts, le rattachement de la Crimée à l'Ukraine en 1954 par Nikita Khrouchtchev, l'historiographie russe traditionnelle marquent profondément les rapports ukraïno-russes. La guerre froide continue elle aussi à imprégner les mentalités, en particulier en Russie.

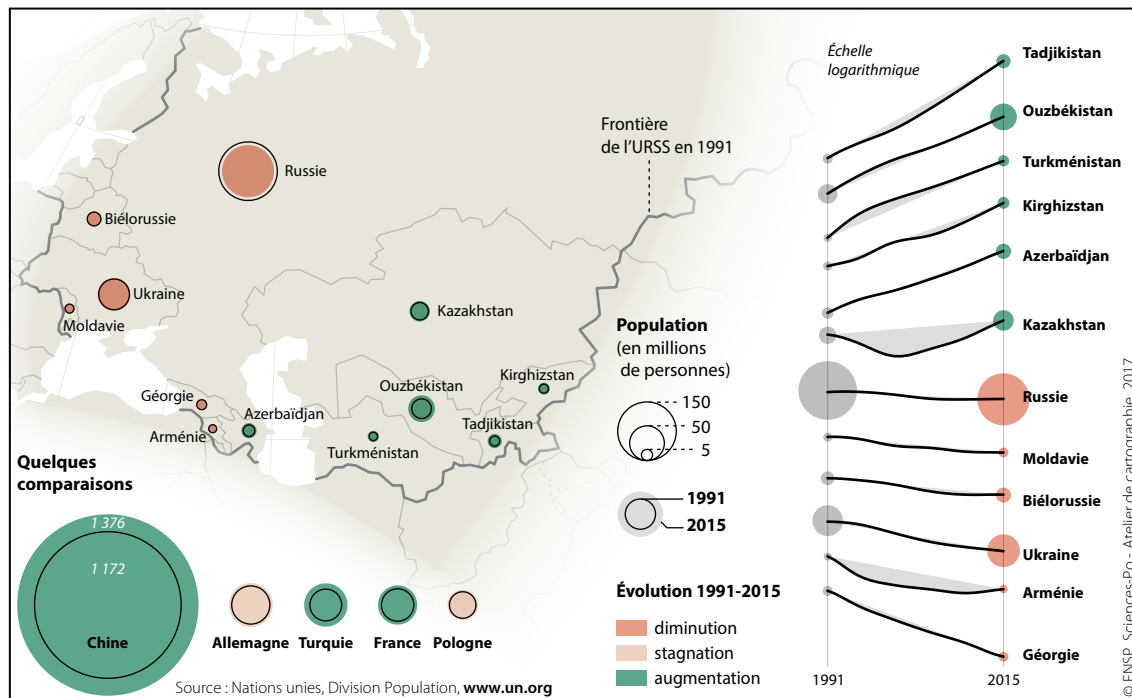
⁸ N. Popescu, « The eastern neighbours – two decades on », in F. Gaub, N. Popescu « The EU neighbours 1995-2015 : shades of grey », *Chaillot Paper*, n° 136, décembre 2015, pp. 41-42.

Le poids de la Russie

Le poids du passé, c'est aussi celui de l'héritage impérial, que l'asymétrie entre la Russie et ses voisins rend particulièrement prégnant : bien qu'économiquement affaiblie, celle-ci est plus riche en territoire, en population ou en matières premières que tous les autres Etats issus de l'URSS (voir les figures 3 et 4). A cela s'ajoute la vision qu'elle a de sa place dans cet espace. En mars 2016, 56 % des Russes regrettaient l'effondrement de l'URSS et 51 % estimaient qu'il aurait pu être évité⁹. Si Vladimir Poutine a affirmé à plusieurs reprises que la Russie avait « cessé d'être un empire », toute son action – qui rejoint sur ce point celle de l'influente Eglise orthodoxe – montre qu'il continue à considérer que son pays a une place « particulière » dans l'espace postsoviétique et que ses voisins, en particulier l'Ukraine, ont une souveraineté limitée. Moscou l'a brutalement rappelé en 2008 à la Géorgie et en 2014 à l'Ukraine ainsi qu'à leurs partenaires occidentaux.

La Russie reste un acteur régional majeur. En matière économique et commerciale, son attraction a beaucoup diminué, mais son poids reste significatif du fait de l'asymétrie que nous venons d'évoquer et des inégalités de développement qui existent entre elle et ses partenaires, ainsi que des dépendances qui perdurent dans certains secteurs, notamment énergétiques et démographiques. Les migrations de main-d'œuvre et les transferts financiers qui en résultent – en 2014, ceux-ci représentaient 41,7 % du PIB* du Tadjikistan, 30,3 % de celui du Kirghizstan, 26,2 % de celui de la Moldavie¹⁰ – sont une source de dépendance

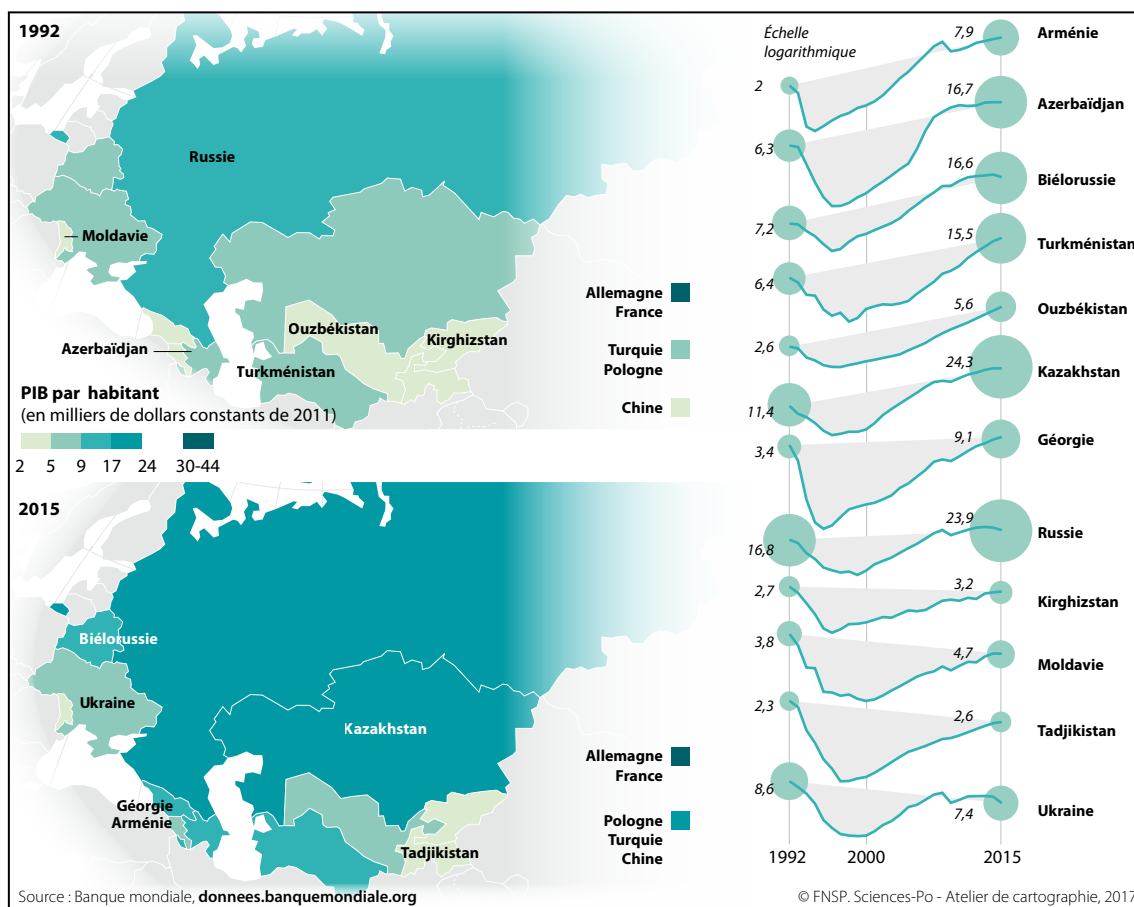
Figure 3
Eurasie : population en 1991 et 2015



⁹ Sondage du centre Levada, 19 avril 2016 (www.levada.ru).

¹⁰ Banque mondiale, « Migration and remittances – Factbook 2016 – 3rd édition ». La Russie n'est pas le seul pays d'origine de ces transferts, mais elle compte fortement.

Figure 4
Eurasie : Produit intérieur brut par habitant (1992-2015)



à son égard. Cette situation fournit à Moscou des moyens de pression dont ses voisins doivent tenir compte. Elle conforte un « syndrome de l'inégalité »¹¹ qui fragilise les projets d'intégration évoqués ci-dessus. Tout ralentissement de l'activité russe se répercute en outre immédiatement dans l'espace postsoviétique. C'est ce qui se produit actuellement. L'Eurasie prise globalement a connu un taux de croissance négatif en 2015 (-2,8 %) et 2016 (-0,3 %). La croissance n'est pas négative dans tous les pays, mais elle a fléchi dans toute la zone¹².

Dans le domaine sécuritaire, la Russie est une puissance incontournable. Continûment présente militairement depuis 1991 sur le territoire de plusieurs Etats, elle a joué un rôle très ambigu et décisif dans les conflits meurtriers qui ont éclaté au début des années 1990 au Karabakh, en Transnistrie, en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Ces conflits non résolus, mais qui ne sont pas pour autant tous « gelés », comme le montre la guerre dite « des quatre jours » au Karabakh en avril 2016, lui donnent les moyens de peser sur les évolutions des pays

¹¹ Au sens où l'entend Jean Coussy dans « L'Inde face à la régionalisation de l'économie mondiale », *Les Etudes du Ceri*, n° 23, février 1997, p. 6 (<http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/linde-face-la-regionalisation-de-leconomie-mondiale>).

¹² FMI, « World economic outlook, subdued demand : Symptoms and remedies », octobre 2016 (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2016/02/>).

concernés. L'Arménie est complètement dépendante pour sa sécurité de son grand voisin du Nord. La Géorgie est sous la pression constante de sa forte présence militaire en Abkhazie et en Ossétie du Sud. L'intervention russe dans le Donbass et l'impasse dans laquelle sont aujourd'hui les accords de Minsk sont un obstacle à la stabilisation de l'Ukraine et donnent à Moscou la possibilité de peser à tout moment sur la politique de Kiev¹³. En Asie centrale proche du Moyen-Orient et de l'Afghanistan (les Centres-Asiatiques seraient environ 5 000 à combattre en Irak et en Syrie dans les rangs de Daech ou du Front al-Nosra), l'importance des enjeux sécuritaires semble aujourd'hui jouer en sa faveur¹⁴.

L'influence de la Russie sera-t-elle confortée, directement ou indirectement, par sa volonté manifeste de reprendre la main dans la vie internationale et par l'importance qu'elle accorde à nouveau à un outil militaire réformé et modernisé¹⁵ ? La résurgence de la puissance russe qui s'est manifestée en Ukraine et en Syrie aggraverait-elle la fragmentation et les ruptures au sein de l'espace postsoviétique ou conduira-t-elle à des réalignements ? L'évolution de l'Azerbaïdjan montre que la question se pose. Après s'être longtemps appuyé sur la Turquie et les pays occidentaux, Bakou se rapproche depuis 2013 de son grand voisin. Sa victoire au Karabakh en 2016, symboliquement très importante, apparaît comme une conséquence de l'inflexion de sa politique.

Les prises de position de Donald Trump avant son arrivée à la Maison Blanche en faveur d'un rapprochement avec la Russie amènent elles aussi à s'interroger.

Conclusion

Un quart de siècle après l'effondrement de l'URSS, la fragmentation de l'Eurasie et la fin de ce qui a été un Empire russe sont patentées. Mais les pesanteurs, qui se font sentir de multiples manières, demeurent fortes. Elles signifient que les mutations, si profondes soient-elles, ne sont pas arrivées à leur terme. La sortie du postsoviétisme apparaît inachevée, pour des raisons qui tiennent à des facteurs internes à chaque Etat, aux politiques menées par la Russie et par les grands acteurs extérieurs à la zone, et au contexte international¹⁶. A l'aube de 2017, celui-ci est lourd d'incertitudes. Les guerres au Moyen-Orient, l'instabilité en Afghanistan, le changement d'administration aux Etats-Unis, la crise profonde que traversent depuis 2014 les relations russo-occidentales, celle, elle aussi sérieuse, que connaît l'Union européenne ont des répercussions dans tout l'espace postsoviétique. Les paradigmes sur lesquels seront fondés demain les équilibres au sein de cette région sont encore en redéfinition.

¹³ S. Pugsley, F. Wesslau (dir.), « Russia in the grey zones », European Council on Foreign Relations, septembre 2016.

¹⁴ Sur cette question, voir C. Poujol « L'islam en Asie centrale », *Questions internationales*, n° 82, op. cit., pp. 63-69 ; et C. Marangé, « Ouzbékistan : une quête d'autonomie contrariée », *Ibid.*, pp. 80-87.

¹⁵ D. Trenine, *Should We Fear Russia ?*, Cambridge, Polity Press, 2016.

¹⁶ B. Lo, *Russia and the New World Disorder*, Washington, Brookings Institution Press, 2015, pp. 242-243.